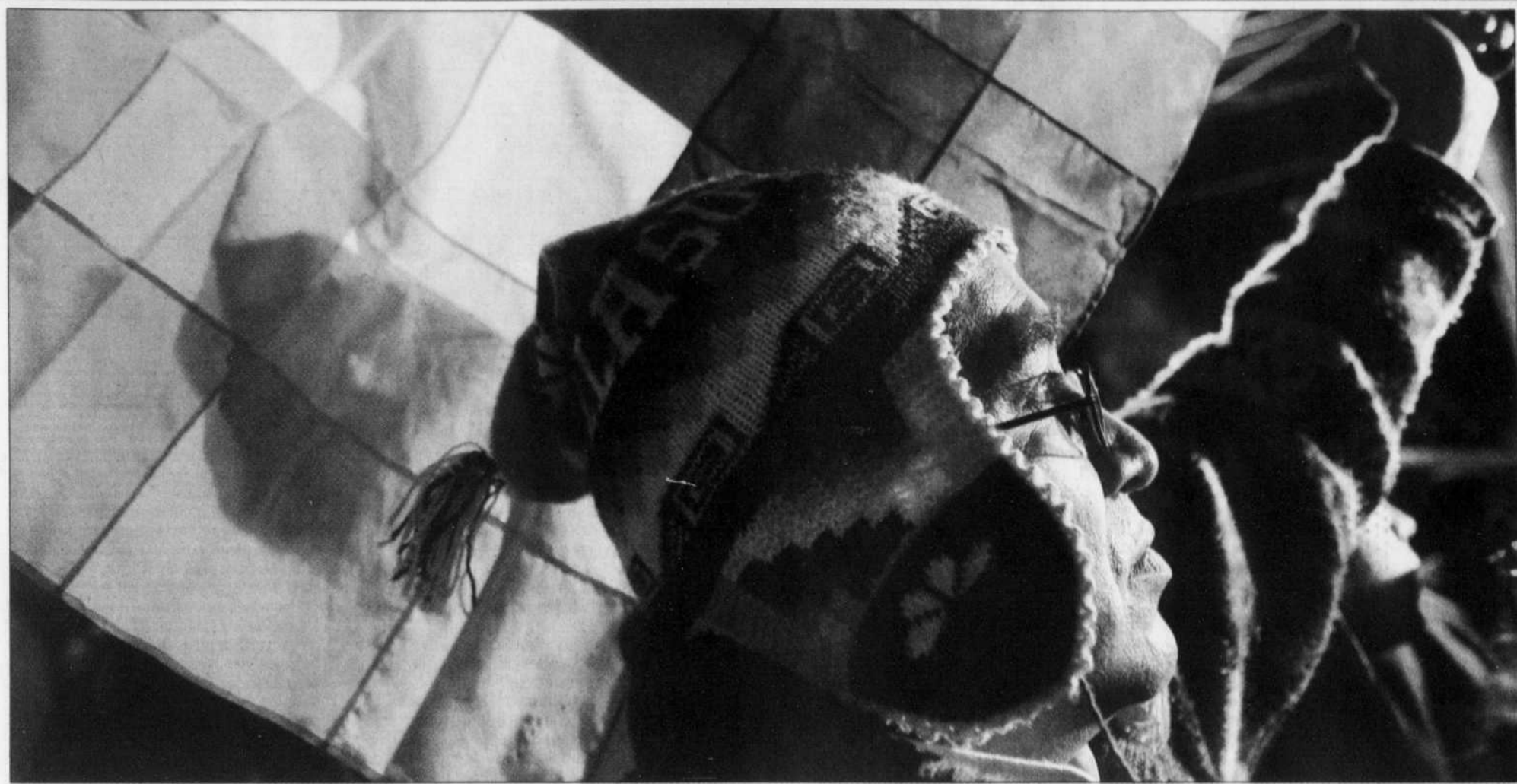


CAHIER
C

PERSPECTIVES



JOSE MIGUEL GOMEZ REUTERS

Le drapeau multicolore du Tawantinsuyu, le territoire ancestral indien en Amérique du Sud, a été brandi pour célébrer la victoire d'Evo Morales.

Un Indien à la présidence de la Bolivie

180 ans plus tard,
la fin de la colonisation?

Les résultats ont dépassé les attentes. Contredisant tous les sondages, Evo Morales a été élu président de la Bolivie dès le premier tour du scrutin suscitant beaucoup d'espoir parmi la majorité indienne du pays.

JEAN-PIERRE LEGAULT

«C'est la fin de la colonisation.» La phrase est tombée drue, directement de la bouche de l'historien aymara Carlos Mamani Condori, pour qualifier l'élection à la présidence de la Bolivie de l'Indien Evo Morales. Contredisant tous les sondages, le leader aymara a été élu dès le premier tour. Avec plus de 54 % des suffrages, la légitimité du nouveau pouvoir ne peut être mise en doute par ses opposants.

Une véritable secousse tellurique a parcouru les hauteurs andines de la Colombie au sud du Chili, de l'Argentine à l'Équateur en passant par les hauteurs péruviennes et du Mexique au Guatemala. Partout, les populations indiennes ont salué cette élection qui concrétise les aspirations profondes de peuples qui n'ont guère eu voix au chapitre depuis quelques siècles.

«Symboliquement, l'arrivée au pouvoir de Morales traduit les aspirations des gens depuis des années, des siècles», explique M. Mamani, professeur d'histoire à l'Universidad Mayor de San Andres. «Depuis 500 ans, des étrangers contrôlent le pays, puis leurs enfants et les enfants de leurs enfants», explique-t-il.

«C'est la poursuite d'un grand changement», précise-t-il. En effet, depuis l'instauration d'un régime démocratique, il y a une vingtaine d'années, la Bolivie va de séisme politique en séisme politique. Au cours des dernières années, des présidents ont été boutés dehors, d'autres ont dû renoncer à leur charge. Et, concurrentement, la représentation indienne aux instances politiques n'a cessé de croître. Fait important, au cours de ces crises, jamais les institutions n'ont été remises en cause.

Et, de crise en élections, les 80 % d'Indiens et de métis qui forment la majorité de la population bolivienne se sont manifestés. Cette fois-ci, par

exemple, ceux de la région de Santa Cruz, jusqu'ici hésitants, y sont allés d'un appui important aux aspirations d'un peuple.

«De nombreuses personnes [de la région de Santa Cruz] qui ne se manifestaient pas à cause de l'action des "comités civiques" [mis sur pied par l'oligarchie locale et les milieux d'affaires] ont rejoint le mouvement et sont allées voter cette fois-ci», a noté l'économiste et homme d'affaires Rolando Angelo. Peu de gains en nombre de sièges pour Morales dans cette région dont l'élite rêve d'autonomie, mais une forte augmentation du pourcentage de vote.

« Nous avons maintenant une force collective suffisante pour créer une expérience unique »

«Le résultat du scrutin a radicalement changé le panorama politique dans lequel devra gouverner Evo Morales», ajoute M. Angelo. Aujourd'hui, le droit des Indiens à assumer le pouvoir est devenu réalité en Bolivie.

C'était prévisible, et Washington le savait. Cette fois-ci, contrairement aux scrutins précédents, les États-Unis se sont bien gardés d'intervenir directement pendant la campagne électorale. Certes, une sourde campagne de dénigrement sur les plans local et international a eu cours pour faire passer le favori pour un narcotrafiquant, pour celui qui imposerait l'expropriation pure et dure des grandes pétrolières étrangères, mais ce fut peine perdue.

Dès que les premiers résultats ont été connus, Morales a reçu l'appui des pays voisins. Le Brésil, le Chili, l'Argentine et aussi le Venezuela, évidemment, ont salué l'arrivée au pouvoir de Morales et l'ont assuré de leur collaboration pour faire face au gigantesque défi qui l'attend.

Et Morales l'a jouée intelligemment, cette campagne! Tout en nuances, sans jamais déroger aux grands principes de son parti, il a réussi à jouer à fond auprès de la classe moyenne d'origine hispanique la présence de son candidat à la vice-présidence, Alvaro Garcia Linera, mathématicien, sociologue et politologue.

«Le peuple a décidé», titrait en éditorial le quotidien de Cochabamba *Los Tiempos*. Une première: un président et un vice-président élus directement par les urnes et qui ont échappé aux tractations au Congrès qui, en vertu de la Constitution, choisit le président si une majorité n'est pas dégagée au premier tour.

Il n'en reste pas moins que le défi est énorme. Les attentes sont très élevées, mais Morales jouit d'une popularité telle qu'il profitera au sein de la population d'une période de grâce s'il sait le moins mentement lancer rapidement des signaux clairs sur les dossiers chauds: les hydrocarbures, la Constituante (qui est réclamée à grands cris depuis plusieurs années), une révision du système de taxation, les contrats d'investissement et la gestion des régimes de retraite.

«Éventuellement, c'est tout le système économique que le gouvernement devra réviser», explique M. Angelo. «Des règles claires, transparentes, devront être fixées» dans ce pays où une minorité a historiquement contrôlé la vie économique.

Morales doit agir rapidement pour éviter que le doute ne s'installe au sein des appuis très importants qu'il recueille à l'heure actuelle. Il doit à tout prix éviter que la pression sur la présidence

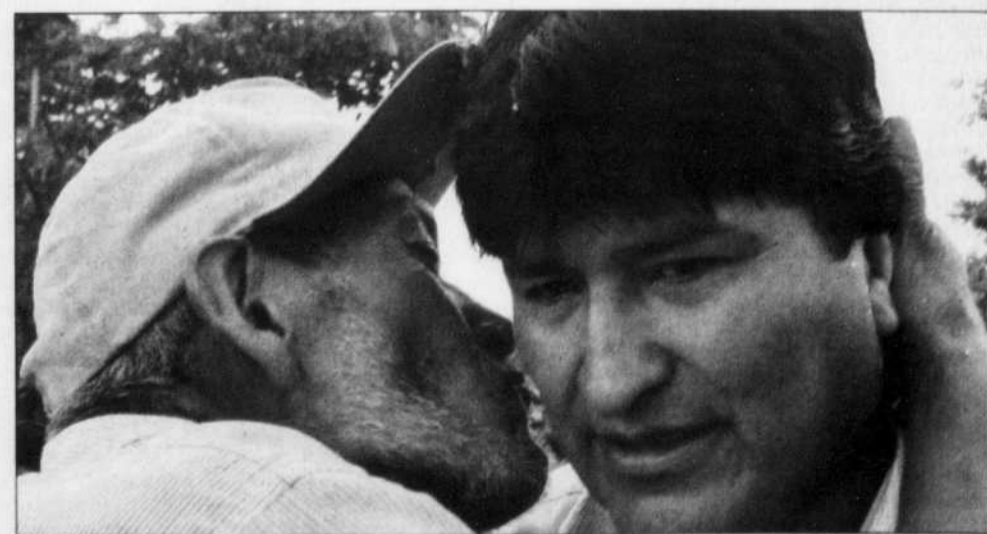
ne monte, comme elle l'a fait pour ses prédécesseurs, et, du coup, de donner des munitions à ses opposants, ceux qui ont contrôlé les destinées du pays jusqu'à maintenant.

Pour Carlos Mamani, le travail ne fait que commencer. Une étape cruciale dans l'inclusion des populations indigènes aux destinées du pays vient d'être franchie, mais tout reste à faire. «Nous n'en sommes qu'au début de la transition.»

La majorité contrôle maintenant la présidence, ce qui est loin d'être négligeable, mais il reste tous les autres ordres de pouvoir pour parvenir à construire une société qui corresponde aux désirs de la population. Comment, en effet, transformer l'appareil judiciaire lorsqu'il est inféodé à ceux qui l'ont créé?, demande l'historien pour illustrer son propos.

Les espoirs sont grands et palpables partout en Bolivie. «Nous avons maintenant une force collective suffisante pour créer une expérience unique», se réjouit M. Mamani, qui trépigne d'impatience à l'autre bout du fil. «Para vivir bien», lâche-t-il, résumant spontanément la pensée sociale indienne.

Le Devoir




DAVID MERCADO REUTERS

Evo Morales (à droite) est félicité par un de ses partisans.

PLUS DE 6 000 ÉTUDIANTS FRANCOPHONES ÉTUDIENT À MCGILL... VENEZ VOIR POURQUOI!

Portes ouvertes 2006

Le dimanche 29 janvier 2006 11 h à 16 h

Angle Sherbrooke et McGill College 

McGill

www.mcgill.ca/portesouvertes

1000 \$ en droits de scolarité et d'autres prix de présence!

Pour vous accueillir :

- De nombreux kiosques d'information sur les programmes
- Des représentants étudiants
- Des agents d'admission et des conseillers pédagogiques
- Visite du campus, des résidences étudiantes et des complexes sportifs



• PERSPECTIVES •



Jean Dion

Des creux dans le vide

Voilà un peu comment les choses se passent. On est assis là, devant un clavier déraisonnablement muet, à se dire qu'on ne va tout de même pas embêter l'ami lecteur lectrice avec d'électorales considérations alors qu'il elle s'apprête à concélébrer la naissance du Sauveur venu apporter la paix, l'espérance, la joie, l'équilibre fiscal et la souveraineté dans l'Arctique, non? On se dit qu'il serait préférable de s'en tenir à des affaires agréables comme l'excellent rendement du commerce de détail hier, le plaisir d'avoir un foutu cantique dans la tête pendant 96 heures sans discontinuer — personnellement, c'est *Père Noël, père Noël, apporte des bebelles*, à cause du gars qui jouait ça à la flûte à bec (!) dans le métro —, le goût de la bûche ou le hockey qui est beaucoup plus intéressant maintenant qu'il se joue avec pas de trappe.

Remarque, il n'est pas tout à fait impossible qu'une campagne puisse distiller des parcelles de bonheur. Par exemple, quand Gilles Duceppe prévisionne que l'exercice gagnera en saleté janvier venu, vous comprendrez que la rubrique *Le fédéral pour les nuls*, qui abhorre les débats d'idées, les discussions de contenu, les échanges sur le fond, le respect à l'égard des adversaires et autres manigances utilisées pour nous faire accroire que la démocratie n'est pas qu'une phrase vide remplie de mots creux, oui cette rubrique a déjà follement hâte au 3 janvier. Par ailleurs, vous aurez sans doute noté que depuis sa fine et outre-montaise allusion au petit côté naziste du vœu de disparition, on ne voit ni n'entend plus Jean Lapierre nulle part. (Ce qui m'a amené, l'autre soir alors que je m'attendais à le voir surgir d'une seconde à l'autre à la barre du *Grand Journal* de TQS, à me demander quel

idéologue d'extrême droite avait bien pu le faire disparaître ainsi.) Vous avez le droit de penser qu'il s'agit là du fruit juteux d'un non moins dégoulinant hasard, il reste qu'en fait d'éclipse, celle-ci peut être goûtée, et il paraît même qu'elle se mélange parfaitement aux atocacs. Ça doit être pour des raisons générales de gélatine rouge.

Le hockey, disions-nous? Pfff. Bien sûr, il est devenu passionnant, le hockey, depuis qu'un plafond à la *Being John Malkovich* salarial a été posé et que la ligne rouge a été déposée et que les arbitres donnent des punitions passées la première période et/ou quand l'écart est de moins de cinq buts. Mais vous êtes assis là à vous dire que les pirouettes d'Alexei Kovalev — qui est en train d'apprendre le français non pas pour faire la nique à Martin, Harper et Layton, comme il a été suggéré, mais pour apprendre à dire *et puis euh* correctement — vous détourneront opportunément des vrais défis auxquels fait vraiment face le vrai Canada, et ça, que se produit-il?

Shane Doan dit des gros mots qu'il dit qu'il n'a pas dits, et Denis Coderre exige des excuses, et Colin Campbell dit à Denis Coderre d'aller voir ailleurs s'il n'y serait pas par hasard — surtout que cet ailleurs est peut-être l'endroit où se trouve Jean Lapierre —, et puis bien voici, cette campagne n'est pas âgée de quatre semaines ce n'est déjà la deuxième fois qu'on y parle de hockey. Et si nous sommes patients juste un petit peu, nous assisterons sans doute à une troisième occurrence, soit Don Cherry annonçant qu'il est pas mal moumoune de faire de la politique avec des arguments alors qu'il serait bien plus simple d'aller régler ça dans la ruelle à coups de poubelle.

Ici, je ne voudrais pas piquer le slogan du maire Tremblay, mais je serais tenté de scander: go Canada.

Par ailleurs — voilà, je suis allé vérifier, et Jean Lapierre n'y est pas, mystère —, voici une question de la plus haute pertinence: comment faire en sorte de recevoir tout plein de courriels la même journée dans le cadre d'une campagne qui semble-t-il n'intéresse personne, une journée de gros magasinage à part ça? Facile. Vous n'avez qu'à attendre qu'un candidat candidate emploie l'expression «avec pas». Ce qui fut fait jeudi lorsque la madame libérale de la circonscription électorale de Gatineau a raconté à propos de Gilles Duceppe qu'*il court comme une poule mouillée avec pas de tête*.

Hé! On vous vole votre droit d'aïnesse dûment copyrighté, ont dit les courriels.

D'abord, une précision: l'«avec pas» a des origines qui se perdent dans la nuit des temps. Récemment, il a été popularisé par un commentateur sportif qui causait de joueurs qui jouaient avec pas de casque, c'était dans le bon vieux temps, quand il y avait juste six équipes et bla bla bla. Il n'y a donc pas de brevet ici, et comme l'a aussi dit le commentateur en question, ça ne prend pas la tête à Pépinot pour comprendre ça.

Mais ce qui est davantage étonnant, c'est que l'on s'attarde à l'«avec pas» alors que l'essentiel de la drôlerie de la chose tient dans la juxtaposition de deux formules tout à fait étrangères qui n'ont en commun que, dans le cas présent, l'espèce animalière évoquée. Vous me suivez? Non? C'est pas grave, moi non plus.

Ainsi, si non seulement la poule est mouillée mais qu'en plus elle n'a pas de tête, on ne peut faire autrement que déduire qu'elle court partout pour se sécher. C'est du moins ce que soutient l'un de mes collègues, grand fou.

Evidemment, l'esprit enfiévré par l'effervescence festive des Fêtes ne tarde pas, en pareilles circonstances, à pondre (non mais qu'est-ce qu'on s'amuse) d'autres hilarantes constructions du même acabit. On peut ainsi, à loisir, traiter un sombre individu de chien sale dans un jeu de quilles. Il s'agit d'ailleurs du même individu qui mange comme un cochon qui s'en dédit, parce qu'il s'est réservée la part du lion en cage. Que voulez-vous, il est tétu comme un dos d'âne. Et il a une cervelle de pigeon voyageur. C'est une sacrée peau de vache sacrée.

L'application à l'actuelle campagne est encore plus divertissante: les conservateurs remporteront l'Alberta parce qu'ils y font un effet bœuf de l'Ouest.

Il y en a des dizaines, que dis-je, des milliers d'autres, mais je vous laisse les découvrir. Voilà d'ailleurs — non, toujours pas de Jean Lapierre — un divertissement familial passionnant pour le réveillon, qui coûte bien moins cher que ces cadeaux inutiles que vous avez achetés à la dernière minute et qui font travailler positivement le mental. A la fin de l'exercice, on se sent très enrichi.

Et joyeux Noël blanc bonnet.

jdion@ledevoir.com



La plage au sud de Madras a été dévastée par le tsunami.

PUNIT PARANIPE REUTERS

Le tsunami un an plus tard

CLAUDE LÉVESQUE

26 décembre 2004. À 7h58, le long d'une faille océanique où se touchent les plaques tectoniques indienne et birmane, des tensions équivalent à 23 000 fois la bombe d'Hiroshima se libèrent, soulevant d'énormes quantités d'eau sur une distance de 1000 kilomètres.

Les vagues qui se propagent dans toutes les directions à une vitesse de 800 kilomètres à l'heure sèment ensuite la désolation jusqu'à l'autre bout de l'océan Indien, sur les côtes africaines, faisant au total 230 000 morts dans 12 pays.

On a vite parlé de la pire catastrophe naturelle de l'histoire récente. C'est en tout cas celle qui a donné lieu à la mobilisation humanitaire internationale la plus importante de tous les temps.

Les premières images télévisées du désastre nous sont arrivées de Thaïlande, où des milliers de touristes occidentaux se remettaient tranquillement des célébrations de Noël. Sur la côte thaïlandaise, les vagues géantes se sont présentées de façon telle que la mer s'est d'abord retirée sur des centaines de mètres, créant l'illusion d'une marée basse exceptionnelle. Plusieurs personnes se sont aventurées sur le fond marin pour observer le phénomène ou pour ramasser les poissons pris au piège, inconscientes du danger qui les menaçait.

Quelques personnes ont eu assez de présence d'esprit pour se réfugier aux étages supérieurs des bâtiments les plus solides. On a ensuite entendu des grondements, puis on a aperçu l'immense mur d'eau, qui a vite déferlé, emportant presque tout sur son passage.

En Thaïlande, entre 5000 et 8000 personnes ont alors perdu la vie.

Le séisme de magnitude 9 à l'échelle de Richter, le plus violent à se produire depuis 40 ans, a été fortement ressenti sur l'île indonésienne de Sumatra, à une centaine de kilomètres de l'épicentre. Les secousses y ont duré plusieurs minutes, contrairement à quelques secondes pour la plupart des tremblements de terre.

En fait, c'est cette région que le tsunami a frappée en premier, environ 15 minutes après le séisme. C'est aussi celle qui a payé le plus lourd tribut humain: au moins 130 000 morts et un demi-million de sans-abri.

Le centre d'alerte aux tsunamis pour le Pacifique, situé à Honolulu, n'a lancé un avertissement pour l'océan Indien que 35 minutes plus tard. C'était évidemment beaucoup trop tard pour l'Indonésie, trop tard aussi pour la Thaïlande et le Sri Lanka.

De toute façon, la plupart des pays riverains du «petit» océan, où le phénomène est beaucoup plus rare que dans le Pacifique, ne disposaient ni des ressources ni des procédures nécessaires pour y donner suite de façon efficace.

Tout de même, au Kenya, où on a procédé à l'évacuation des côtes, il n'y aurait eu qu'un seul mort. Il faut dire que le tsunami n'a frappé ce pays que sept heures plus tard. En Somalie voisine, où l'alerte n'a pas été donnée, environ 200 personnes ont en revanche perdu la vie le 26 décembre 2004.

Le chef-lieu de la province indonésienne d'Aceh, Banda Aceh, a vu sa zone portuaire complètement dévastée tandis que des dizaines de petits ports de pêche ont été littéralement rayés de la carte.

Encore aujourd'hui, un demi-million de personnes vivent dans des abris temporaires en Indonésie, nous rappellent les diverses agences humanitaires qui sont toujours à pied d'œuvre dans la région.

Le défi de la reconstruction est aussi énorme en Thaïlande, au Sri Lanka, en Birmanie et dans le sud-est de l'Inde, notamment.

Le directeur général de la division québécoise de la Croix-Rouge, Conrad Sauvé, expliquait hier en conférence de presse que l'organisation internationale demeurera présente dans les pays touchés au cours des dix prochaines années.

Dans les heures qui ont suivi le tsunami, les promesses d'aide de la part des gouvernements ont afflué comme jamais auparavant. Au bout de quelques jours, elles dépassaient déjà les deux milliards de dollars. On a dit que le nombre d'Occidentaux sur les lieux et la rapidité avec laquelle l'événement a été rapporté à la télévision y ont été pour quelque chose.

Les particuliers, de leur côté, ont répondu si généreusement aux appels de dons des organisations caritatives privées que l'une d'elles, Médecins sans

frontières, a vite demandé qu'on ne lui envoie plus d'argent, son rôle se limitant aux premières phases des situations d'urgence.

Oxfam International signalait récemment que «les efforts pour venir en aide aux victimes du tsunami constituent la plus vaste opération de secours de [son] histoire».

L'organisation, qui a recueilli 278 millions, entend poursuivre son travail dans les pays les plus touchés jusqu'en 2008.

Comme c'est le cas de toute catastrophe de cette ampleur, il y a d'abord eu des difficultés à acheminer l'aide à ceux qui en avaient le plus besoin. D'inévitables problèmes de coordination sont apparus. Sans doute moins que lors d'autres crises, toutefois. Depuis le génocide du Rwanda, alors que les ONG et les agences des Nations unies se recoupaient dans leurs efforts, le rôle du bureau de coordination de l'ONU a été renforcé, a-t-on signalé.

Pendant les jours qui ont suivi le tsunami, les dommages subis par les infrastructures, au premier chef les réseaux d'adduction, ont vivement inquiété les divers intervenants, qui craignaient des épidémies. De ce côté, le pire a été évité. *Idem* pour les craintes relatives au trafic d'enfants.

Le tsunami de 2004 a servi de prélude à une année marquée par plusieurs catastrophes naturelles, dont le

tremblement de terre meurtrier au Pakistan et la pire saison d'ouragans de l'histoire dans l'hémisphère Nord.

Pour parer à une éventuelle «fatigue» des donateurs, les Nations unies ont demandé et obtenu la semaine dernière la création d'un fonds central de réaction d'urgence de 500 millions. Les agences humanitaires pourront ainsi intervenir immédiatement, sans avoir à passer d'abord le chapeau.

Certaines leçons ont été apprises lors du tsunami. De meilleurs systèmes d'alerte et de meilleurs plans d'évacuation aideront à l'avenir à sauver de nombreuses vies lorsque des désastres prévisibles frapperont. Cela vaut pour les tsunamis mais également pour les ouragans, comme la catastrophe de Katrina en Louisiane l'a démontré.

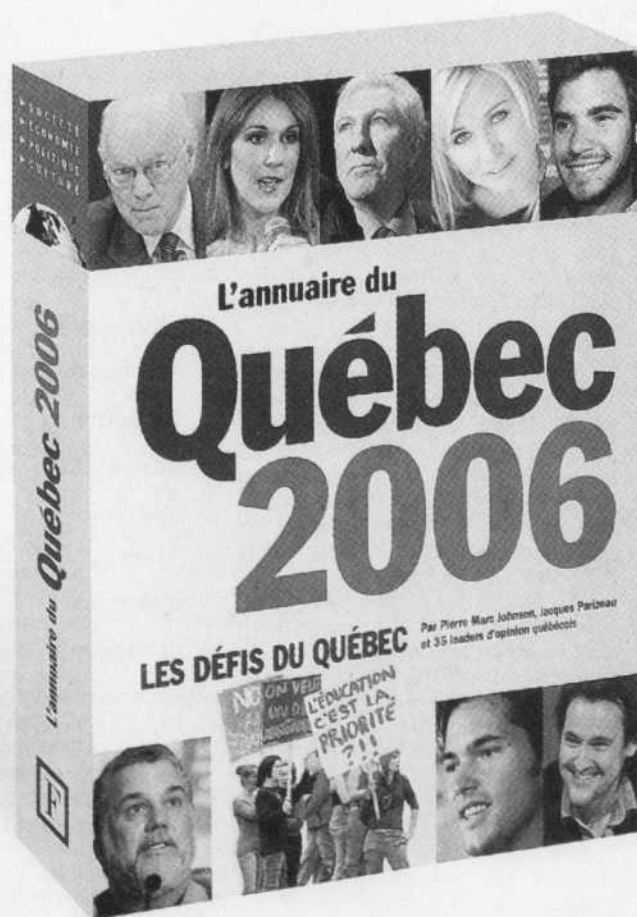
L'ONU et les principaux pays riverains de l'océan Indien discutent depuis près d'un an au sujet de la mise sur pied d'un réseau d'alerte aux tsunamis intégré, semblable à celui du Pacifique. Le projet se heurte encore à certaines rivalités entre pays.

Autre leçon, à supposer que la démonstration avait vraiment besoin d'être faite: les populations les plus démunies sont les plus fortement affectées par les catastrophes, qu'elles soient naturelles ou non.

Avec la Presse canadienne et l'Agence France-Presse

Pour y voir clair.

TOUTE L'ANNÉE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE



Sous la direction de Michel Venne et Antoine Robitaille

Les textes inédits de plus de 115 auteurs dont Pierre Marc Johnson, Jacques Parizeau, Lise Bacon, Thierry Vandal, Pierre Fortin, Denise Bombardier, Jean-Pierre Desaulniers, Joseph Façal, Rémy Kurtness, Fatima Houada-Pepin, Jean-Claude Rivest, Louise Beaudoin, Jean Dion, Simon Langlois, Kathleen Lévesque, Jacques Nantel, Carole Beaulieu, Robert Lévesque et Michel David

Les photos de Jacques Nadeau

Les caricatures de Garnotte

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE FIDES

www.editionsfides.com

UN INSTANTANÉ DU QUÉBEC EN MUTATION

- Tous les chiffres: démographie, emploi, santé, culture, économie
- Une chronologie des grands événements de l'année 2005
- Un portrait des régions du Québec
- Les lois adoptées à l'Assemblée nationale
- Les principales dates de l'Histoire du Québec
- Les décisions de la Cour suprême du Canada
- Les livres, les films et le théâtre québécois

Une publication de l'Institut du Nouveau Monde

En collaboration avec Le Devoir

29,95\$ - 752 pages



Ces pêcheurs ont pu reprendre leurs activités.

REUTERS

PERSPECTIVES

Temps d'arrêt pour le temps des Fêtes

Une campagne
somme toute poséeLes conservateurs sont partis en lions
tandis que les libéraux ont ménagé leurs munitions

REUTERS

La première moitié de la campagne électorale prend fin officiellement aujourd'hui, avec les autobus et les avions de tournée qui rentrent au bercail jusqu'à la fin du temps des Fêtes, le 3 janvier. Si la deuxième moitié des hostilités promet d'être encore plus effervescente, avec un feu roulant d'annonces et d'attaques, les 25 premiers jours de la campagne ont néanmoins permis de discuter d'enjeux importants et de placer les pions pour la deuxième manche.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Une longue campagne électorale de 56 jours, ponctuée de quatre débats des chefs et d'une trêve au milieu de la bagarre, ne pouvait que déboucher sur un rythme plus lent lors des premières semaines, chacun voulant garder ses meilleures armes pour le sprint final. Une prédiction qui ne s'est toutefois pas réalisée entièrement. Si, en effet, deux des trois partis nationaux n'ont pas lancé les machines à fond, le scénario a été différent pour le Parti conservateur, qui a réussi à animer le débat et à pousser les autres chefs sur le terrain des idées. Le Bloc, lui, a été fidèle à sa campagne de 2004.

La première surprise vient donc du ton plutôt posé des échanges. «Tout le monde s'attendait à ce que cette campagne soit sale et remplie d'attaques personnelles, surtout dans la foulée du rapport Gomery, mais ce n'est pas le cas jusqu'à maintenant. Le niveau des débats est beaucoup plus élevé qu'en 2004, on parle davantage des enjeux et des idées. Et ça, c'est à cause du Parti conservateur, qui a obligé les autres formations à répondre à ses politiques», explique Antonia Maioni, directrice de l'Institut d'études canadiennes à l'université McGill.

La fougue de Stephen Harper, qui a rendu publique une partie de sa plateforme chaque jour, n'a pas réellement surpris les observateurs de la scène politique. Ce qui est plus étonnant, c'est à quel point il a bien réussi à le faire. «Harper a défini l'agenda de la campagne», soutient François-Pierre Gingras, politologue à l'université d'Ottawa. Il a fait parler de lui et pas nécessairement en mal. Il n'a pas fait de gaffes, même si sa promesse de ramener sur le tapis la question des mariages gays n'est pas très heureuse. Son annonce sur la TPS était en revanche un bon coup. Il devait montrer qu'il a des idées et qu'il est une [option] alternative crédible aux libéraux. Il a sûrement marqué quelques points auprès des indécis.»

N'empêche, si tous les spécialistes consultés par *Le Devoir* s'accordent à dire que la meilleure campagne jusqu'à présent est menée par les conservateurs, les sondages nationaux ne bronchent pas. Le Parti libéral oscille toujours entre 33 et 36 % des intentions de vote, alors que le Parti conservateur récolte entre 28 et 31 %. Le NPD ferme la marche avec des intentions de vote assez stables, soit autour de 17 %. Au Québec, le Bloc termine la première moitié de la campagne aussi fort que lors du déclenchement, avec un appui qui passe légèrement la barre des 50 %, contre 25 % aux libéraux.

Pourquoi rien ne bouge? «Pour le moment, on se dirige vers le même scénario qu'en 2004, mais ça pourrait changer après le 1^{er} janvier», affirme Philip Resnick, politologue à l'université de la Colombie-Britannique. Les gens ne sont pas très attentifs à la campagne en ce moment. Ils écoutent les propositions, mais n'ont pas une idée claire du portrait d'ensemble. Mais déjà, on peut voir des différences importantes entre les conservateurs et les libéraux sur plusieurs sujets, notamment les garderies et la place du Québec. Tout peut encore changer.»

Les conservateurs ont commencé en lion, développant volontairement une stratégie qui donne aux électeurs matière à discussions pour le temps des Fêtes. Les libéraux ont plutôt opté pour le scénario inverse, ménageant leurs munitions pour la bataille de 20 jours qui sera lancée le 3 janvier. Qui a fait le meilleur pari? «Les deux! Soutient François-Pierre Gingras. Harper avait le plus de travail à faire pour convaincre les Canadiens, alors il est parti fort. Il fait une aussi bonne campagne qu'il pouvait le faire, reste à voir si ça va porter fruit. Martin, lui, a annoncé [des promesses] pour 39 milliards de dollars [30 milliards en baisses d'impôt et neuf milliards en investissements] deux semaines avant le début de la campagne. Beaucoup de gens ont oublié ces annonces, mais les libéraux ne pouvaient pas recommencer à promettre la lune le lendemain. Ils ont donc gardé des surprises pour janvier.»

C'est d'ailleurs en deuxième portion de campagne qu'on pourra voir si le mince capital de sympathie accumulé par Stephen Harper depuis 25 jours se matérialisera en votes, ou si, au contraire, les attaques plus musclées des libéraux auront raison de lui. «C'est là que va être la vraie bataille», souligne François-Pierre Gingras. D'ailleurs, les quelques gaffes des partis depuis le début de la campagne, ce soit la «bière et le maïs soufflé» des libéraux ou encore le souhait de Gilles Duceppe de «faire disparaître» le PLC du Québec, ne seront plus sur l'écran radar. «On tourne la page et on repart», soutient M. Gingras.

Le NPD, coïncé en Ontario entre les deux autres partis nationaux, n'a pas pu se démarquer véritablement lors des trois premières semaines. En Colombie-Britannique, la tendance est toutefois favorable à Jack Layton. Il a connu deux bons débats, mais il devra trouver un moyen de se faire entendre, soutiennent les spécialistes.

Au Québec, le Bloc est toujours solidement en avance et la campagne de Gilles Duceppe n'a pas connu de faux pas. «Les libéraux au Québec sont en grave danger et si les sondages ne remontent pas, les électeurs ontariens vont commencer à se poser des questions», soutient Antonia Maioni, qui juge toutefois le pari de Stephen Harper envers le Québec «très risqué». «Ça pourrait lui coûter des votes en Ontario, il faudra voir», dit-elle.

L'unité nationale a d'ailleurs occupé une bonne part des débats depuis 25 jours, avec un Paul Martin qui veut combattre les souverainistes grâce à un «Canada central fort» et un Stephen Harper qui tend une main aux Québécois. Deux visions du fédéralisme. «On peut parier que ce débat va revenir en force en janvier», soutient François-Pierre Gingras.

La deuxième série de débats des chefs, les 9 et 10 janvier à Montréal, sera certainement plus regardée que celle de décembre. Ces échanges télévisés donneront le ton au sprint final et détermineront si la campagne bascule dans les attaques personnelles ou reste sur le terrain du contenu.

Le Devoir

Parti libéral

Principales promesses:
■ Interdire la possession d'armes de poing. Création d'une force spéciale de la GRC. Coût total: 285 millions.
■ Reconstitution du programme sur la garde des enfants jusqu'en 2015. Coût: six milliards sur cinq ans.
■ Augmentation de l'exonération à vie d'impôt sur les gains en capital, qui passe de 500 000 \$ à 750 000 \$ pour ceux qui vendent leur PME ou leur ferme. Coût: 600 millions sur cinq ans.

Allure de la campagne
Commentaires des experts: «Les libéraux au Québec sont en grave danger et si les sondages ne remontent pas, les électeurs ontariens vont commencer à se poser des questions.» — Antonia Maioni, politologue, université McGill.
«Paul Martin s'est contenté de défendre son bilan de gouvernement et veut garder ses surprises»



REUTERS

Paul Martin

pour le dernier droit de la campagne. Ce n'est pas illogique, les gens seront plus attentifs.» — Philip Resnick, politologue, Université de la Colombie-Britannique.

Bloc québécois

Principales promesses:
■ Exiger le règlement du déséquilibre fiscal.
■ Demander la création d'une caisse autonome d'assurance-emploi.
■ Défendre les intérêts du Québec.
■ Exiger une loi anti-briseurs de grève.

Allure de la campagne
Commentaires des experts: «Il est trop tôt pour prédire un raz-de-marée bloquiste, mais il serait surprenant que le Bloc ne répète pas sa conquête de 54 sièges. Aucune gaffe majeure jusqu'à présent.» — François-Pierre Gingras, Université d'Ottawa.
«Les sondages montrent un Bloc très solide. Il sera dur à faire bouger.» — Antonia Maioni, politologue, université McGill.



REUTERS

Gilles Duceppe

logue, université McGill.

Parti conservateur

Principales promesses:
■ Réduire la TPS de 7 % à 5 % d'ici cinq ans. Coût à terme: neuf milliards par année.
■ Verser aux familles 1200 \$ par enfant de moins de six ans chaque année. De plus, 250 millions par année iraient à la création de garderies en milieu de travail. Coût total: 10,9 milliards sur cinq ans.
■ Nommer des sénateurs élus par les provinces et tenir des élections à date fixe.
■ Régler le déséquilibre fiscal et accorder une place au Québec dans certaines institutions internationales comme l'UNESCO. Encadrer le pouvoir de dépenser d'Ottawa grâce à une charte du fédéralisme d'ouverture.
■ Réduire de 12 à 11 % le taux d'imposition des PME. Coût: 480 millions par année.
■ Tenir un vote libre pour rouvrir le débat sur les mariages gays.

Allure de la campagne
Commentaires des experts: «Stephen Harper est en train de changer son image. Il y a de plus en plus de gens qui sont confortables à l'idée de voter pour le PC. Il a bien préparé le terrain pour janvier.» — Antonia Maioni, politologue, université McGill.



REUTERS

Stephen Harper

«Harper devait montrer qu'il peut être premier ministre et pour ce faire, il a été sur le terrain des idées. Il force les autres à élever le débat. Il a très bien fait.» — Philip Resnick, politologue, Université de la Colombie-Britannique.

«Il fait une bonne campagne, mais rien ne va bouger au Québec. Il a planté des graines pour la prochaine élection.» — François-Pierre Gingras, politologue, Université d'Ottawa.

Nouveau Parti démocratique

Principales promesses:
■ Plan du NPD sur les garderies. Coût: 8,7 milliards sur quatre ans.
■ Stratégie pour le secteur de l'automobile. Coût: 250 millions par année.
■ Instaurer un système électoral à représentation proportionnelle.

Allure de la campagne
Commentaire d'un expert: «Layton n'a pas fait de bêtises, mais il n'a rien fait de spectaculaire non plus. Il a été très correct dans les deux débats des chefs. Mais la défection de Buzz Hargrove [le président des TCA] continue de lui faire mal.» — François-Pierre Gingras, politologue, Université d'Ottawa.



REUTERS

Jack Layton



Michel David

Drôle de chef

Il est facile de comprendre la colère de la faction syndicale du Parti québécois, mais le refus d'André Boisclair de rouvrir les conventions collectives décrétées par le gouvernement Charest est parfaitement conséquent avec le discours souverainiste.

Depuis des années, on serine à la population que le fédéralisme tel que pratiqué au Canada ne permet pas au Québec d'assumer les responsabilités que lui reconnaît la Constitution. Il serait contradictoire de s'engager à améliorer les conditions salariales des employés de l'État avant que la souveraineté ne génère les plantureux surplus annoncés par l'étude sur les finances d'un Québec souverain réalisée sous la direction de François Legault, si jamais ils se matérialisent.

Dans son avant-propos, M. Legault était très clair: «Les chiffres sont implacables. Les gouvernements de la province de Québec, quelle que soit leur couleur politique, vont continuer à marcher sur la corde raide. Ils ne disposeront pas, au cours des prochaines années, des revenus nécessaires pour maintenir, et encore moins pour améliorer, la qualité des services publics.»

Toute la crédibilité du «programme de pays» adopté par les délégués au congrès de juin dernier repose entièrement sur le cadre financier défini par M. Legault. S'il est vrai qu'un gouvernement péquiste aurait les moyens d'offrir de meilleures conditions salariales aux travailleurs du secteur public, comme semble le croire le président du SPQ libre, Marc Laviolette, et comme le laissait entendre Louise Harel la semaine dernière, serait-ce que la situation n'est pas si dramatique?

Il reste que le nouveau chef du PQ est passablement déroutant. Après s'être fait reprocher sa trop grande discrétion, M. Boisclair s'est mis à dire des choses étranges. Par exemple, qu'il n'a «pas l'intention de fédérer tous les insatisfaits du gouvernement». C'est plutôt inhabituel pour un parti d'opposition. Comme l'a dit M. Laviolette: «T'es bien mieux de les fédérer car, sinon, ils vont aller ailleurs.»

Remarque, là encore, M. Boisclair est tout à fait dans l'esprit du nouveau programme du PQ. Pauline Marois s'était fait tomber dessus quand elle avait osé dire qu'il devait offrir «une véritable solution de remplacement social, économique et démocratique au gouvernement Charest».

Quelle horreur! Comment Mme Marois pouvait-elle s'inscrire dans une perspective aussi provincialiste? Le PQ en a bel et bien fini avec le «bon gouvernement». Il n'est surtout pas question de faire campagne sur le bilan du gouvernement, si désastreux soit-il. La prochaine campagne électorale doit être centrée sur la souveraineté. Les insatisfaits du gouvernement n'ont qu'à attendre le grand soir. Après tout, c'est ce que font les militants péquistes depuis près de 40 ans!

Dans une entrevue à *La Presse*, M. Boisclair s'est presque offusqué qu'on s'interroge sur ses intentions. «Pensez-vous que je vais commencer à discuter de la façon dont je vais me comporter si, éventuellement, je suis au pouvoir?» Eh bien oui, c'est justement ce qu'on attend d'un homme qui aspire à devenir premier ministre!

Le chef du PQ daignerait-il informer ses futurs administrés de ce qu'il compte faire du système de santé dans le contexte du jugement de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli? «Ça me fera plaisir de vous en parler dans un autre contexte.» S'usez.

Si, comme l'a suggéré Jacques Parizeau, M. Boisclair n'a pas lu le nouveau programme du PQ avant de s'exclamer qu'il s'agissait de la huitième merveille du monde, est-il permis de lui souligner qu'à la page 53, le PQ réaffirme «de façon claire, ferme et sans compromis» le principe de «l'égalité des chances pour vaincre la maladie»? Si les mots ont un sens, cela signifie que le PQ s'oppose à toute réforme qui pourrait permettre de payer de sa poche pour recevoir des soins plus rapidement.

Pendant la course au leadership, il y a eu un débat entièrement consacré à la question de la santé. À cette occasion, M. Boisclair s'est bien gardé de dire quoi que ce soit qui aurait pu laisser croire qu'il envisageait de déroger, même légèrement, à ce principe. On attend avec impatience cet «autre contexte» qui lui permettra de nous éclairer.

S'il continue à prendre les choses d'aussi haut, M. Boisclair va avoir de sérieux problèmes, aussi bien au sein de son parti que dans la population en général. La marche est très haute entre ce qui est exigé d'un ministre de niveau intermédiaire et ce qu'on attend d'un chef de gouvernement. Pour le moment, il n'a ni le ton, ni le fond, ni le timing. Cela fait pas mal de choses à corriger.

À sa décharge, M. Boisclair n'a pas eu beaucoup de temps pour y réfléchir. Son ascension a été fulgurante. Il y a à peine sept mois, il s'appretait à démissionner à Toronto. Quelques jours avant la démission de Bernard Landry, il disait à Pauline Marois combien il la plaignait d'avoir à composer avec un parti pareil. On peut comprendre qu'il cherche encore sa «zone de confort», mais il a intérêt à la trouver rapidement.

Heureusement, il y a en face de lui un premier ministre qui a lui aussi un comportement très bizarre. M. Charest confiait cette semaine qu'il entendait faire des efforts pour modifier son image, trop associée à la chicanerie.

Le même jour, son gouvernement annonçait le prolongement de l'autoroute 25, auquel presque tout le monde s'oppose à l'extérieur de Laval. Si l'image de M. Charest est mauvaise, même si les spécialistes en communication se succèdent à son bureau, c'est tout simplement parce que ses politiques hérissent la population.

Réduire à une question d'image les difficultés d'un gouvernement dont le taux d'insatisfaction atteint des niveaux records depuis son élection est absurde. Si M. Charest le pense vraiment, le problème est encore plus grave qu'il le croit.

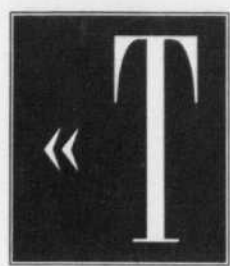
mdavid@ledevoir.com



ARCHIVES LE DEVOIR

André Boisclair

É D I T O R I A L

Stille Nacht!
Heilige Nacht!

«**T**ais-toi, ne parle plus, reste tranquille, écoute, attends.» Ces consignes venues d'antiques contemplatifs du désert, à l'origine peut-être des yogis d'aujourd'hui, n'ont pas fini de nous étonner. Comme d'autres propos d'Orient: «Si tu parles quand tu dois te taire, ton discours est boue. Si tu te tais quand tu dois parler, ton silence est poussière. Si tu parles et te tais sans la nécessité, sans s'attacher aux paroles et au silence, ni la boue ni la poussière ne peuvent atteindre ta personne.» Il existerait, paraît-il, un silence intégral qui s'appelle l'hésychia, soit une espèce de non-dit qui aurait la vertu unique de faire taire jusqu'à la pensée elle-même.

De toute manière, il n'y a qu'à lever les yeux, regarder, observer, écouter, pour nous rendre compte que la plupart des êtres de l'univers sont silencieux. Ni le Soleil, ni la Lune, ni les étoiles, ni l'air, ni la nuée, ni la neige ne parlent vraiment. La Terre, chère petite planète bleue, serait le lieu par excellence où l'on piaille sans arrêt. Les élections! N'insistons pas.

Difficile silence! Ton pouvoir est-il simplement d'une nature extatique? Inimitable en un sens? Divin peut-être? Dans ce journal, il y a plusieurs années déjà, une femme d'ici, poétesse distinguée — elle s'appelle Nicole Brossard —

— elle s'appelle Nicole Brossard — avouait que le silence dont on a dit aussi qu'il est l'ombre de la parole, se tient à la limite du vertige et de l'extase. Être privé de silence serait comme être privé de lumière. La sagesse populaire n'y va pas par quatre chemins: «Qui parle sème, qui écoute récolte... Qui sait bien parler sait aussi bien se taire... Ne parle que si tu as quelque chose à dire de mieux que le silence.» Ainsi de suite. Les grands amoureux savent tout cela: pas un mot et souvent tout est dit.



Benoît Lacroix, O.P.

Qui, de toute manière, quel philosophe, quel théologien, quel savant peut se vanter de pouvoir tout dire de ce qu'il sait? Même avec les mots les plus raffinés, parfois le langage cède, la pensée attend. Le silence, réponse des sages! Dans ma fraternité dite des Frères prêcheurs, née au début du XIII^e siècle, on proclame encore à qui veut l'entendre que le silence est le père de la parole. Sans lui, tu risques le pieux bavardage du «sermon» improvisé. Ça arrive!

Entre toutes les formes de silence pratiquées, qu'y a-t-il de plus saisissant, de plus vrai, que le silence d'une nuit quelque part au loin, très loin, au nord du Nord? C'est que le silence et la nuit ont la réputation fort enviable de faire bon ménage. L'on raconte depuis longtemps que l'Univers serait né en silence, la nuit. Né d'une nuit prédestinée, né d'une pensée originelle. Silence d'avant le *Big Bang!* «Au commencement la terre était déserte et vide, et la ténèbre à la surface des abîmes... Dieu dit: que la lumière soit et la lumière fut. Il y eut un soir, il y eut un matin...» Du rien naquit le tout. Comme d'un vœu silencieux naît une parole, comme «de l'ombre naît la lumière» (Jean Royer). D'ailleurs, encore aujourd'hui, la nuit demeure le temps privilégié des secrets, des rêves et souvent de la toute première éclosion de la vie.

Que l'on soit ou non de culture judéo-chrétienne, nous nous rendons compte que la fête de Noël renvoie plusieurs d'entre nous à des récits mythiques qui ont traversé le temps et qui ont contourné par leur beauté naïve nos scepticismes d'adultes gavés de doutes et de refus. Comme il est bon de penser tout à coup que l'enfant auquel se réfère la célébration chrétienne de Noël serait né la nuit, dans un bourg, avant le petit jour. Né d'une mère mystiquement envoûtée, avec la complicité d'un «père» emprunté, puis «posé dans une mangeoire». Au même moment, poursuit le texte sacré, «une armée céleste d'anges chantent les louanges de Dieu».

Même si, aujourd'hui, nos anges paraissent plutôt silencieux, nous aimons toujours cette fête enrubannée de mots et de cadeaux. Magie d'une nuit jamais oubliée, orchestrée en ce pays avec de joyeux cantiques pour la plupart venus de «l'autre bord!» Or, parmi ces chants de diverses traditions, il en est un qui, dit-on, doit presque tout de son inspiration au silence des hautes montagnes d'Autriche. *Stille Nacht! Heilige Nacht!* Ce soir, cette nuit, ou demain, plusieurs d'entre nous se surprendront peut-être à fredonner, voire à «tourner», sur des mots tout simples une mélodie tendre et douce comme sommeil d'enfant: *O nuit de paix! Sainte nuit!* Ce sera une fois de plus une manière de nous souhaiter, en tout respect et liberté, un Joyeux Noël!

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Un square Marc-Favreau?

Pour me rendre, hier soir, au théâtre situé sur la place Charles-Dullin, j'ai traversé le petit square Lino-Ventura. Partout, à Paris, le nom d'artistes, dans ce cas-ci un réformateur et metteur en scène de théâtre pour l'un et un acteur de cinéma pour l'autre, est inscrit dans la cité. Dans chaque arrondissement, le nom de créateurs marquants, d'interprètes, d'auteurs, de peintres, de chorégraphes, fait corps avec la ville.

Cocteau, Giraudoux, Braque, Nijinski, Méliès, Piaf ou Gérard Philippe, pour ne prendre que les exemples que j'ai vus récemment, sans parler des stations de métro Pablo-Picasso ou Louis-Aragon. Une métropole culturelle, c'est aussi cela, cette capacité de reconnaître et d'inscrire pour la postérité le nom et le souvenir de grands artistes.

Quand, à Montréal, aura-t-on un square Marc-Favreau, une rue Jean-Duceppe ou Marcelle-Ferron, une place Jean-Pierre-Perreault, un parc Anne-Hébert, une station de métro Paul-Borduas? Combien de générations encore faudra-t-il pour que Montréal laïcise la dénomination de sa toponymie et substitue aux fabulations d'une autre époque, heureusement révolue, où l'Église avait la mainmise sur tout, les noms d'hommes et de femmes qui ont véritablement marqué son essor et son entrée dans la modernité, notamment au moyen de l'art?

Pierre MacDuff
Paris, le 23 décembre 2005

Humoristes, debout!

On vous accuse souvent de ne pas être engagés, de ne pas vous mêler de causes sociales ou politiques. Eh bien, voilà votre chance!

En congédiant François Parenteau, la SRC fait preuve d'une inexcusable censure. Nul doute que les opinions du Zapartiste sont trop à gauche pour Monsieur «lock-out» Rabinovitch, mais en décidant ainsi de ce qu'on nous sert sur les ondes, ce monsieur démontre la tendance monopolisante de la société d'État. Si mes

impôts peuvent payer le salaire d'un Don Cherry, pourquoi ne serviraient-ils pas la cause inverse? On appelle ça la liberté d'opinion.

Qui sera le prochain à subir les foudres de «notre» société d'État? Lequel d'entre vous sera jugé trop à gauche, trop critique, trop souverainiste ou trop acide pour avoir une tribune? Lequel d'entre vous perdra un contrat sous prétexte qu'il ne flatte pas assez les puissants?

Stand up, comic.
Isabelle N. Miron
Le 23 décembre 2005

Belinda, Belinda

Nous apprenions ce matin par les médias que la belle Belinda à la silhouette juvénile aurait dépensé près de 100 000 \$ afin de célébrer sa victoire à l'époque où elle portait fièrement la bannière du Parti conservateur.

Je ne sais pas si cette dépense était légale dans le cadre des activités électorales. Je m'en balance totalement. Ce qui est évident, c'est que la distance entre cette représentante des riches et célèbres et 90 % de la population du Canada est un abîme infranchissable.

Peu importe son appartenance politique, la svelte Belinda n'a aucun moyen, la pauvre femme, de comprendre les besoins des citoyens ordinaires.

Jean Chenay
Sherbrooke, décembre 2005

Pour gagner la confiance...

Lors du débat des chefs en français, quelque chose a frappé mon imagination et m'a fait cogiter.

Je voyais les chefs du PC, du PLC et du NPD baragouiner les français, j'entendais Paul Martin et Jack Layton vanter avec «subtilité» leurs «liens profonds» avec le Québec, et j'éprouvais un certain malaise. Car cela m'a rappelé ces nombreux marchands arabes que l'on rencontre partout dans les rues du Caire qui vous courent après en disant: «Ah! You come from Canada. I have a brother in Calgary

[ou Toronto, Montréal, etc.]. Come to my shop!» Et ceux qui connaissent quelques mots de français en profitaient pour nous les étaler. Oui, à ce qu'il semble, autant en Égypte qu'au Canada, tout est bon pour gagner la confiance, amadouer, ou vendre des reproductions miniatures du Sphinx.

David Sanschagrin
Décembre 2005

Orphelin de la démocratie

Il est facile de parler de la censure des médias étasuniens, mais on semble oublier que la concentration des médias a un effet réel de censure qui s'est sournoisement installé dans la très grande majorité des médias privés. Que ce soit chez Gesca (*La Presse*, *Le Nouvelliste*, *Le Soleil*, etc.), Quebecor (TVA, *Le Journal de Montréal*, etc.), Canwest (*The Gazette*, *Global*) ou Transcontinental, les intérêts corporatifs et l'influence de grands annonceurs rendent certains sujets difficiles à traiter pour leurs artisans.

De son côté, Radio-Canada n'est pas la BBC, loin de là. Elle n'a pas la marge de manœuvre politique et de moins en moins les moyens de faire de la radio — mais surtout de la télévision — de qualité et commence à subir, elle aussi, la pression de censure des annonceurs.

François Parenteau est un homme intelligent, engagé et, surtout, intègre.

J'ai eu l'occasion de le rencontrer à plusieurs occasions et j'ai le plus grand respect pour lui. Ce qui lui arrive est un signe de plus de la dérive de notre démocratie. C'est pourquoi il y a de plus en plus de gens dans les rues, car lorsque nos représentants ne nous représentent justement plus et que les chiens de garde de cette démocratie, en l'occurrence les médias, se taisent, on doit sortir.

Je me sens de plus en plus orphelin de la démocratie.

Daniel Breton
Étudiant à la maîtrise en communication,
UQAM
Le 22 décembre 2005

LIBRE OPINION

Le choc de deux visions

Manon Cornéliier

Le chef conservateur Stephen Harper a fait tourner des têtes et provoqué des vagues avec ses propositions en matière de relations fédérales-provinciales. Dans les deux jours qui ont suivi sa présentation d'un fédéralisme ouvert, de nombreux journaux canadiens-anglais ont affiché leur agacement à l'idée d'accorder une plus grande place au Québec sur la scène internationale, mais la réaction aux autres propositions de Harper, qui visent le fonctionnement même de la fédération, a été largement limitée — fait significatif — à l'Alberta, au Québec et à l'Ontario.

La grande presse torontoise s'est littéralement déchainée. Résoudre le déséquilibre fiscal en ayant recours à un transfert de points d'impôt, limiter le pouvoir fédéral de dépenser dans les domaines de compétence provinciale et clarifier le partage des responsabilités entre les deux ordres de gouvernement pour éviter les intrusions, voilà qui ne passe pas comme une lettre à la poste à Toronto.

Le *Globe and Mail* estime qu'en qualifiant le fédéralisme actuel de fédéralisme dominateur et paternaliste, le chef conservateur laisse entendre «qu'il est illégitime pour Ottawa d'exercer son influence au sein de la fédération au nom de tous les Canadiens». Harper veut limiter le pouvoir fédéral de dépenser et donner une plus grande voix au Québec sur la scène internationale? «Où s'arrêtera-t-il?», s'inquiète le quotidien. En effet, un gouvernement conservateur minoritaire dépendrait de l'appui du Bloc québécois, qui lui demandera toujours plus de concessions. «À quoi ressemblerait le gouvernement fédéral après

quelques années? Combien de points d'impôt accorderait-il aux provinces avant de juger que le gouvernement fédéral, le seul qui représente tous les Canadiens, aura cédé assez de terrain?» Paul Martin n'a peut-être pas l'éloquence de Trudeau, mais quand il dit qu'Ottawa serait réduit au rôle de percepteur d'impôts, il n'a pas tort. Pour le quotidien, cela démontre que Harper n'a pas perdu son antipathie pour Ottawa, ce qui même le *Globe* à se demander comment un gouvernement conservateur réagirait à un nouveau référendum sur la souveraineté. Inquiet, il invite Harper à dissiper l'impression selon laquelle il est prêt à céder tout le magasin. Ce à quoi Harper a répondu dans un texte expliquant sobrement sa position en rappelant que toutes les provinces demandaient des rapports plus respectueux avec Ottawa et une solution au déséquilibre fiscal.

Le *Toronto Star*, de son côté, s'est montré encore plus cinglant, accusant Harper de reprendre à son compte le programme du Bloc. Le quotidien ne nie pas l'existence du déséquilibre fiscal mais rejette l'idée de limiter le pouvoir de dépenser d'Ottawa. «Le problème n'est pas là. Ce qui importe, c'est la façon dont Ottawa utilise son autorité.» Le *Star* est entièrement d'accord avec le chef libéral Paul Martin quand celui-ci affirme qu'«on ne renforce pas le Canada en affaiblissant le gouvernement fédéral» et qu'il «faut un Canada fort pour permettre au Québec de réussir». Selon le *Star*, Harper devrait comprendre cela s'il veut devenir premier ministre fédéral. «Au lieu de céder davantage d'espace fiscal aux provinces, Ottawa doit utiliser ses pouvoirs pour fournir davantage de services

aux Canadiens ou transférer de l'argent pour aider les provinces à fournir des services d'éducation et de meilleurs soins de santé et à construire des routes.» Pour le *Star*, ce n'est pas tant le déséquilibre fiscal qui crée des tensions au sein de la fédération que la décentralisation axée sur plus de pouvoirs aux provinces prônée par les conservateurs et les bloquistes. «Ce que les Canadiens n'ont pas besoin d'entendre de la part de Harper ou de tout autre chef fédéraliste, c'est qu'Ottawa doit être réduit afin de donner du tonus aux provinces. On entend cela du Bloc tous les jours», conclut le quotidien.

La presse



du Canada

Quelques bémols ont évidemment surgi. Chantal Hébert, dans le *Toronto Star*, rappelle à ses lecteurs qu'il existe un consensus provincial autour du déséquilibre fiscal. Paul Martin a cherché à l'éroder en concluant des ententes à la pièce mais n'a réussi qu'à brouiller le système actuel d'arrangements financiers. «Le premier ministre s'est employé à réparer le toit de la fédération avec des morceaux de sa fondation tout en soutenant que le fédéralisme n'avait pas besoin d'être réparé.» Le discours de Harper est donc de toute première importance et a été bien reçu par les fédéralistes québécois, insiste-t-elle. Elle souligne que les premiers ministres québécois ne se mêlent pas des élections fédérales, mais «Jean Charest sait qu'il serait en meilleure posture pour se faire réélire si, en toile de fond, il y avait un gouvernement ouvert à des changements au sein de la fédération plutôt que les rebuffades systématiques de Martin». Selon elle, la question de savoir qui pourra le mieux assurer l'unité du pays sera

centrale lors du vote du 23 janvier. Dans une perspective fédéraliste québécoise, il y a maintenant, contrairement aux dernières campagnes, une solution de rechange aux libéraux.

En Alberta, on partage plutôt l'intérêt manifesté au Québec. L'équipe éditoriale du *Calgary Herald* note que la crédibilité fédéraliste de Harper ne fait pas de doute, lui qui a inspiré la Loi sur la clarté avec un projet de loi mis en avant en 1996. C'est dans ce contexte que le quotidien analyse sa proposition de revenir à des relations fédérales-provinciales plus proches des intentions originales de la Constitution de 1867. «Ce qui affaiblirait le Canada, au dire de Martin», souligne le quotidien, qui ne partage pas cet avis.

Selon le *Herald*, ce qui effraie vraiment Martin, c'est la détermination de Harper d'améliorer les arrangements financiers entre Ottawa et les provinces. Après avoir énuméré les pouvoirs du gouvernement central inscrits dans la Constitution de 1867, le journal fait remarquer qu'Ottawa perçoit plus de revenus qu'il en a besoin pour ensuite faire des transferts en espèces aux provinces. «L'avantage de ces arrangements pour le fédéral est le contrôle qu'il conserve, en plus de pouvoir distribuer l'argent à travers le pays au bénéfice du parti. Voilà la clé pour comprendre la vision de Martin en faveur d'un gouvernement central fort. C'est aussi à travers ce prisme qu'on voit mieux l'irritation des provinces.» Le déséquilibre fiscal peut être résolu de diverses façons, et le faire avec les provinces est loin de nourrir la division. On pourrait plutôt dire le contraire.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Théorie de l'évolution et dessein intelligent

Ce que les créationnistes n'ont pas (encore) compris

Parce qu'elle repose sur une hypothèse infalsifiable, la théorie du dessein intelligent ne mérite pas le qualificatif de scientifique

PASCAL LAROCHE

Doctorant en sciences de l'énergie et des matériaux, département de physique de l'Université du Québec à Trois-Rivières

Einstein a déjà révélé qu'une des choses les plus importantes qu'il avait apprises dans la vie était que toute notre science, confrontée à la réalité, apparaît primitive et enfantine — et pourtant c'est ce que nous possédons de plus précieux. En dépit de ces imperfections, la science demeure un formidable outil pour appréhender la nature de notre univers. Cette remarquable capacité est probablement une des raisons qui sont à l'origine de l'aveu du grand physicien allemand. Mais il s'agit également d'une excellente motivation pour nous amener à défendre la science lorsqu'elle est grossièrement instrumentalisée à des fins illégitimes. Les exemples de ces mauvaises utilisations sont nombreux, mais l'acharnement particulier que met le mouvement créationniste à récupérer la science mérite qu'on s'attarde à celui-ci.

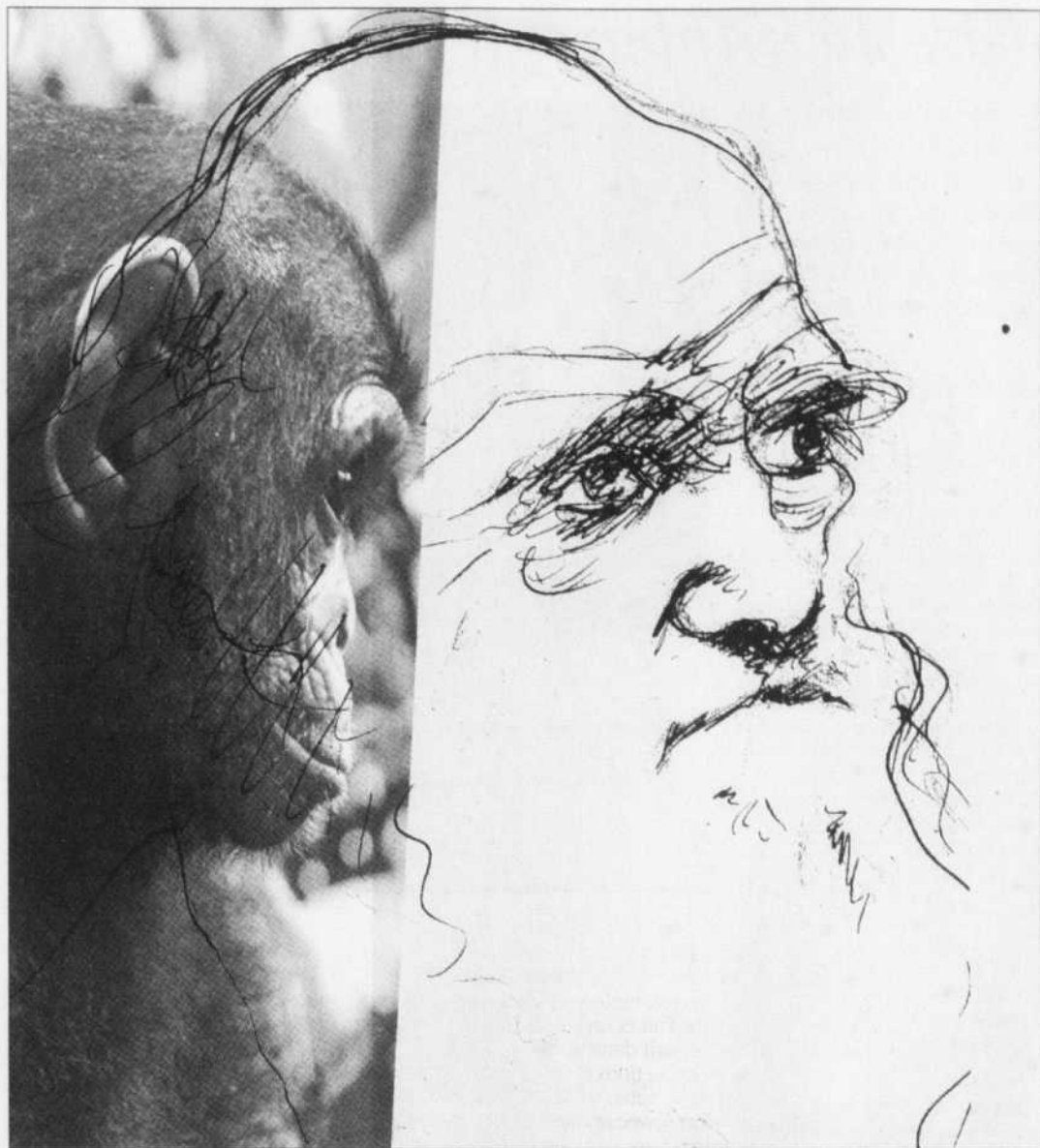
Chez nos voisins du sud, les créationnistes reprennent d'assaut les salles de classe dans le but de faire enseigner leur théorie dans les cours de science. Dans un article du *New York Times* du 15 novembre 2005, on apprend qu'au Kansas, le State Board of Education a modifié, sans égard à l'épistémologie, la définition de la science. Cette dernière devient, sous la pression des créationnistes, une méthode systématique d'investigation continue qui utilise l'observation, la vérification d'hypothèses, les mesures, l'expérimentation, l'argumentation logique et la construction de théories pour obtenir une meilleure explication des phénomènes naturels. La technicité de cette nouvelle définition cache mal le changement draconien qu'elle introduit en éliminant la notion cruciale d'explication naturelle. La motivation sous-jacente est évidente: faire une place aux explications surnaturelles.

Quoique moins pugnace qu'aux États-Unis, le mouvement créationniste est également présent au Québec. Sur son site Internet, l'Association de sciences créationniste du Québec (ASCQ) s'est donné pour mission, entre autres, de promouvoir la recherche scientifique de type créationniste. Sur ce même site, on peut trouver plusieurs documents qui prétendent démontrer scientifiquement la validité de la théorie créationniste. Le problème avec les créationnistes est précisément cette prétention à faire passer pour de la science leur théorie. Voyons pourquoi.

La nature de la science

Une théorie scientifique est un système d'hypothèses falsifiables. Une hypothèse est falsifiable s'il est possible d'élaborer une expérience permettant de démontrer qu'elle est fautive. C'est la condition essentielle pour qu'une théorie puisse prétendre au qualificatif de scientifique. Par exemple, celle qui affirmait que la Terre se situait au centre de l'Univers était bien scientifique parce qu'il était possible en observant soigneusement le mouvement des planètes de démontrer sa fausseté. C'est ce que fit Copernic. Par contre, la théorie selon laquelle les dinosaures se seraient éteints en raison d'une épidémie n'est pas scientifique puisqu'elle est infalsifiable en raison du processus de fossilisation qui ne conserve pas les virus. Ces deux exemples illustrent bien une facette de la science: une hypothèse peut être fautive, mais être tout de même une source de connaissance. C'est la beauté de la chose. Quant aux hypothèses infalsifiables, elles sont inexploitable et ne génèrent aucune information nouvelle sur la nature.

L'hypothèse de l'existence de Dieu constitue un autre exemple d'énoncé infalsifiable. Par définition, Dieu n'est pas accessible à l'expérience, aux sens physiques. Poser son existence, c'est un acte de foi. Comme l'a élégamment écrit Pascal, la foi, c'est Dieu sensible au cœur, non à la raison. Insister sur le ca-



TIFFET LE DEVOIR

ractère infalsifiable de Dieu n'est en rien une façon sophistiquée de nier son existence, mais plutôt une démonstration que cette question n'est pas du ressort de la science. C'est tout. La science ne peut se prononcer sur cette importante question pour la même raison qu'elle ne peut le faire sur la vulnérabilité des dinosaures à une épidémie ou sur l'éthique, les bonnes politiques sociales à appliquer ou les sources du bonheur.

La nature du créationnisme

Dans sa première version, la théorie créationniste était simple: ses partisans postulaient l'existence de Dieu et cherchaient dans la nature des traces de la création. Cette recherche consistait essentiellement à mettre en évidence des cas que l'approche évolutionniste semblait incapable d'expliquer. Et ces cas problématiques étaient immédiatement interprétés comme une preuve de la création. Le dessein intelligent est un peu plus compliqué. Dans cette nouvelle mouture du créationnisme, Dieu est remplacé par une «intelligence». Et la démonstration de l'existence de cette dernière est réalisée aux dépens du concept d'information qui est instrumentalisé pour établir un lien entre cette «intelligence» et la complexité des systèmes biologiques. Néanmoins, même sous sa forme actualisée, le créationnisme s'articule autour de l'hypothèse de l'existence de Dieu. Ainsi, cette théorie ne mérite aucunement le qualificatif de scientifique puisqu'elle repose sur une hypothèse infalsifiable. C'est ce que les créationnistes n'ont pas (encore) compris.

Wilfrid-Guy Licari

Une nomination irréprochable pour la délégation générale du Québec à Paris

MONIQUE GAGNON-TREMBLAY

Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Dans sa lettre ouverte au journal *Le Devoir*, édition du 22 décembre dernier, Mme Louise Beaudoin remet en question la nomination de M. Wilfrid-Guy Licari à la Délégation générale du Québec à Paris.

Permettez-moi d'expliquer ici les raisons qui ont motivé ce choix. Diplomate de haut niveau, M. Licari en tant qu'ambassadeur canadien a, au cours de sa carrière, principalement travaillé pour la clientèle québécoise. Depuis ses toutes premières affectations dont celle de premier secrétaire et consul à Alger pendant deux ans ou à Paris, alors qu'il était chargé des dossiers de la Francophonie internationale et de la coopération pendant quatre ans, il a œuvré à en assurer le rayonnement et la promotion des intérêts. Il y a de cela 30 ans.

Il a ensuite occupé le poste de directeur de l'Afrique francophone et du Maghreb jusqu'en 1984.

À ce titre, il a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques africaines et d'aide au développement sous l'égide de l'ACDI.

Il a occupé quatre postes d'ambassadeur. Le premier au Maroc, où il a été associé à l'organisation des premiers Jeux de la Francophonie à Casablanca. Le second au Sénégal, le troisième au Saint-Siège et enfin, le quatrième en Tunisie. M. Licari a en outre bâti au cours de sa carrière un important réseau de contacts qui ne pourront qu'être un atout précieux pour le Québec.

Étonnante contestation

Il est franchement étonnant que Mme Beaudoin pense à contester la nomination d'une personne de cette envergure, alors qu'elle sait pertinemment que seules la compétence et l'expertise peuvent susciter la confiance absolue du premier ministre et le guider dans son choix d'un représentant à Paris, le plus haut poste de la diplomatie québécoise. Rappelons d'ailleurs que ce même poste a été ouvert par le gouvernement libéral de Jean Lesage. Le nouveau délégué général aura entre autres pour mandat de dé-

fendre les intérêts économiques et culturels du Québec et non pas sa souveraineté, comme sans doute le souhaiterait Mme Beaudoin. Force est de conclure que, dès lors, elle considérera toute nomination de notre gouvernement suspecte et qu'aucune d'entre elles ne rencontrera son assentiment.

Ses propos sont en outre inutilement injurieux à l'égard des Québécois œuvrant au sein de la fonction publique du Canada. Ils sont inacceptables car ils sous-entendent que les Québécois qui travaillent pour le gouvernement fédéral ne sont pas de vrais Québécois. Il n'est pas nécessaire d'être souverainiste pour bien défendre les intérêts du Québec. André Boisclair devrait se dissocier des propos de cette ancienne ministre de sa formation politique.

Dois-je rappeler à l'ex-députée de Chambly que plusieurs ministres péquistes ont été nommés dans le réseau des délégations québécoises. Nous avons respecté leurs choix d'alors, à son tour de respecter les nôtres. Le rayonnement et la place du Québec à l'étranger, à Paris comme ailleurs, n'est pas l'apanage exclusif des souverainistes ni du Parti Québécois.

Science et religion

Le créationnisme n'est pas la seule doctrine religieuse à se placer en contradiction avec la science. Prenons, parmi les nombreux exemples possibles, la transformation de l'eau en vin. Pourtant, pas un seul partisan de la «vinification instantanée» ne monte aux barricades pour défendre sa théorie par rapport aux résultats élémentaires de la chimie. Dans ce cas particulier, il semble que les personnes croyantes parviennent à gérer la contradiction entre leur foi et la science sans ressentir le besoin de reformuler dans un langage pseudo-scientifique les textes bibliques.

La science jouit d'une grande crédibilité dans la culture occidentale. Ce qui motive la démarche créationniste est peut-être la malheureuse tentation de l'utiliser pour réaménager les textes bibliques de façon à les ajuster à l'état d'esprit dominant. La foi peut soulever des montagnes mais paraît incapable d'assumer une interprétation littérale de la Bible par rapport à la science. C'est cette maladroite et inutile tentative qui produit la tension entre la science et la religion. Mais cette opposition n'est pas nécessaire. Il suffit simplement de faire la part des choses, à l'image des nombreux scientifiques qui ont nourri une profonde pensée religieuse. Newton et Einstein en sont d'illustres exemples. Ce n'est pas par mépris de la religion que cette dernière doit être séparée de la science, mais plutôt en raison de sa nature différente. Il n'est question ici que de rigueur intellectuelle, de sensibilité du cœur et de raison. Rien d'autre.

À Noël, si l'espérance m'était contée...

RAYMOND GRAVEL

Prêtre, curé de la paroisse Saint-Joachim-de-la-Plaine et aumônier de la Fraternité des policiers de Laval

Encore une fois, cette année, la droite religieuse américaine part en guerre contre ceux et celles qui voudraient vider de son contenu religieux la fête de Noël. Les disciples ou plutôt les croisés de George W. Bush dénoncent les responsables de cette situation en les accusant de vouloir éliminer la religion dans un pays qui se dit pourtant chrétien à 85 % de sa population.

Mais veut-on réellement éliminer le caractère chrétien de la fête de Noël? Ne cherche-t-on pas plutôt à dénoncer le conservatisme fanatique religieux à la Bush qui s'oppose au progressisme de certains gouvernements, en matière de liberté sociale et religieuse, concernant l'avortement, l'euthanasie et le mariage homosexuel? Dans pareil cas, il faudrait se demander qui sont les premiers responsables de l'élimination de toute référence religieuse dans la société américaine? Les hommes et les femmes des États-Unis ou d'ici n'en ont pas contre la foi chrétienne; ils en ont contre ces gourous, ces ayatollahs, ces dictateurs religieux dont les discours n'ont plus d'écho que la voix qui les profère, comme si la religion ne pouvait suivre le courant de libération qui circule partout sur la planète. Peut-on encore parler d'espérance?

Une foi réservée à l'élite?

Si l'espérance est la foi à son meilleur, comme le disait si bien Charles Péguy, serait-elle réservée à des élites, aux légalistes et aux conformistes des grandes religions? Si c'est le cas, l'espérance n'est plus nécessaire, car à quoi ça sert d'espérer lorsqu'on possède la vérité sur Dieu et qu'on a la certitude que tout a été dit et qu'il n'y a plus rien à attendre. Mais que reste-t-il pour les autres? Ceux qui ne se retrouvent pas dans les grandes traditions religieuses? Ceux qu'on marginalise à cause de leur orientation sexuelle? Ceux à qui on refuse l'eucharistie à cause d'un échec matrimonial? Ceux qu'on exclut parce qu'ils osent dénoncer l'attitude de leurs dirigeants et défier l'autorité de leur Église? Ceux qui souffrent dans leur corps, qui n'ont plus aucune qualité de vie, mais à qui on refuse la mort qui pourrait pourtant, dans la foi, leur permettre de retrouver leur dignité humaine? Y a-t-il pour eux-là une possibilité de croire et d'espérer?

À l'origine de la fête de Noël, les chrétiens du IV^e siècle, en récupérant la fête de la lumière «*Natalis Solis invecti*» ou «fête du soleil renaissant», célébrée dans l'Empire romain à l'occasion du solstice d'hiver, ont voulu signifier que Dieu s'humanise dans la naissance du Christ ressuscité, lumière du monde, et qu'il renaît sans cesse à travers les chrétiens de tous les temps. C'est pourquoi Noël ne peut être figé dans le temps; c'est la renaissance de la lumière à travers les chrétiens que nous sommes. Si nous refusons de reconnaître la lumière dans les réalités nouvelles qui sont les nôtres, comment peut-on célébrer Noël cette année, en y conservant son caractère religieux et chrétien? Noël, c'est plus que des mots à connotation religieuse: «*Nativité*», «*Christmas*», «*Natale*», «*Navidad*»; c'est plus que des expressions: «*Joyeux Noël*», «*Merry Christmas*», «*Buon Natale*», «*Feliz Navidad*»; c'est plus qu'un sapin, qu'une couronne ou qu'un cantique de Noël... Noël, c'est Dieu qui s'humanise aujourd'hui pour nous libérer et nous faire espérer.

Toujours vivant

Le Christ est toujours vivant; c'est Pâques qui nous le dit. Il est là au milieu de nous. Il n'en tient qu'à nous de le reconnaître et de le rencontrer. Et pour le rencontrer, il faut aller aux endroits qu'il aime fréquenter. Il n'aime pas les églises et les cathédrales; il a en horreur les palais et les châteaux. Il préfère les taudis, les prisons, les hôpitaux; il se promène dans les rues de nos villes, il s'arrête dans les quartiers défavorisés, il fait une halte chez les pauvres. C'est là qu'il nous attend pour nous toucher le cœur. Il habite les personnes dans ces lieux où se vivent l'entraide, le partage, le pardon, la communion et l'amour. Il nous le dit clairement: «*A chaque fois que vous avez nourri, donné à boire, visité, soigné, libéré, souligné un petit parmi mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait*» (Mt 25,40).

À l'occasion de Noël, je vous invite à l'ouverture, à la transparence, à la tolérance, à la reconnaissance et à l'espérance. Parler d'espérance aujourd'hui, c'est d'abord reconnaître que le Christ est toujours vivant au cœur du monde, dans sa diversité, que Dieu continue de se révéler dans l'histoire humaine avec ses réalités contemporaines et que sa Parole nous libère du joug et des fardeaux que les religions ne cessent de nous imposer. De la naissance à la mort, les croyants d'aujourd'hui, dans leurs situations particulières, dans leurs réalités quotidiennes, ont besoin d'une parole de réconfort, une parole qui les stimule, qui les interpelle, une parole qui libère et qui fait espérer. Si l'espérance m'était contée, il ne me viendrait jamais à l'idée de faire disparaître la fête de Noël!

Joyeux Noël 2005!

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous recommandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commissaires Internet), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Sucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cinéma), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Corneille et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction); Marilynne Hamelin, Alexandre Shields (commissaires); La documentation: Gilles Paic (directeur); Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avri, Jean de Billy, Jean-François Bousé, Marilène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Annelise Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanche, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zennaro, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Rachel Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (adijointes administratives), Claudine Chertier, Monique Proteau, Danièle Ross.

LE DEVOIR SOCIÉTÉ

Je dépense, donc je suis?

Comment, dans diverses situations, la consommation remplace, s'oppose ou s'apparente au cogito cartésien

Le concours *Philosopher* invite chaque année les élèves du réseau collégial québécois à proposer leurs réflexions sur un thème d'actualité. L'édition 2004-05 du concours avait pour question: «Je dépense, donc je suis, est-ce le nouveau cogito du XXI^e siècle?» Le texte gagnant, que nous vous présentons ici, a permis à son auteur de remporter le premier prix de 1300 \$ ainsi que le prix spécial Chenelière Éducation de 500 \$. Consultez concoursphilosopher.qc.ca pour connaître, en janvier prochain, les détails de la prochaine édition du concours.

MICHAEL MCBREEN
Cégep François-Xavier Garneau
Québec

J'aimerais remercier mon tuteur,
Christian Boissinot, pour son aide
inestimable, et Frédéric Tétu.

Si nous devons le célèbre «Cogito, ergo sum» à saint Augustin, c'est bien sous la plume de Descartes que cette formule prend les proportions d'un séisme. Tout en claironnant le fier triomphe de la raison humaine, elle annonce en sourdine le «doute hyperbolique» qui l'enfanta et qui nous hante encore aujourd'hui. D'après Descartes lui-même, son but premier serait toutefois de montrer que «ce moi, qui pense, est une substance immatérielle, et qui n'a rien de corporel». C'est donc une définition de l'Homme qui est proposée, définition qui, du coup, lui impose un lourd fardeau métaphysique car elle précède, dans le raisonnement cartésien, la preuve ontologique de l'existence de Dieu.

Descartes vécut à l'aube de la modernité, quand la raison critique telle qu'on la connaît tentait ses premiers pas d'enfant. Depuis, son axiome premier a été vivement contesté par les maîtres du soupçon, Marx en tête, pour qui les idées sont le reflet de la structure productive d'une société, non d'une vérité éternelle. Or, contrairement à Descartes, nous vivons à l'ère de la production de masse, du loisir généralisé, de la consommation. Du moins cela est-il vrai pour la fraction mieux nantie de la planète...

Aussi, le cogito de notre époque ne serait-il pas plutôt: «Je dépense, donc je suis»? Cet essai veut montrer comment, dans diverses situations, la consommation remplace, s'oppose ou s'apparente au cogito cartésien. Ce faisant, différentes interprétations du «Je suis» et de la dépense seront abordées sans débattre de la légitimité sémantico-historique de chacune. Leur unité fondamentale tient plus à ce que Wittgenstein appelle un «air de famille» qu'à une quelconque homologie métaphysique. Pour les besoins de cet essai, on prendra «dépense» comme une référence à la consommation de biens commerciaux en général, et non seulement à l'acte précis de la transaction économique.

La dépense comme analogue du «goût» esthétique

Dans *La Crise de la culture*, Hannah Arendt emprunte aux anciens Grecs la distinction entre la sensibilité esthétique, qui est la reconnaissance «automatique» et subjective du beau, et le goût, qui est un jugement «objectif» porté sur le beau à l'aide du «sens commun» qu'on partage avec une collectivité. Le goût témoigne d'une complicité et d'une pensée partagée; aussi est-il le mortier d'une communauté politique.

En outre, il se rapproche du jugement politique en ce qu'il se communique par la persuasion et non par la force d'un argument irréfutable. Aujourd'hui, c'est l'économie et non la politique qui domine la société: pour pallier ce que Charles Taylor nomme la «perte des horizons», et la perte concomitante d'un consensus social sur la valeur des choses (entre autres, l'honneur, la richesse, le travail et la piété), on se réfugie dans la solidité apparente de la valeur financière.

De fait, comme l'écrit Pascal Bruckner dans *Misère de la prospérité*, une conception en vogue depuis Marx et reprise par les défenseurs les plus ardents du capitalisme veut que la seule réalité objective soit l'argent, sa production et sa dépense. C'est donc la puissance et le savoir-faire économique qui distinguent — dans l'imaginaire populaire — l'homme «pratique» (ou viril), possesseur de «sens commun», du rêveur idéaliste et englobé dans sa subjectivité, qui correspond alors à «l'engagé», à l'homme politique.

Cela étant, notre «profil de consommateur» accompli visiblement une fonction analogue au goût des Grecs, en ce qu'il est le nouveau lieu privilégié d'exercice du «sens commun» et nous lie à une communauté économique. Autrement dit, lorsqu'on juge de la qualité d'un produit, on le voit non seulement à travers nos propres yeux mais aussi (parfois inconsciemment) à travers ceux de nos semblables.

Cependant, alors que le «goût» esthétique des Grecs révèle et affirme leurs positions éthiques et politiques, notre «profil de consommateur» n'affirme presque rien de significatif au-delà de notre classe

sociale. Bien entendu, on peut soumettre notre profil de consommateur à une analyse sociologique pour en apprendre plus sur nous, tout comme on peut examiner nos lapsus verbaux ou nos réactions aux taches de Rorschach, mais dans tous ces cas il est question non d'une affirmation morale consciente mais d'une trahison inconsciente de soi. Même l'achat de café équitable, par exemple, ne peut aucunement porter les nuances éthiques et symboliques d'un jugement esthétique.

Par conséquent, le dialogue intérieur entre individu et société qu'implique le sens commun est privé de son caractère éthique et politique. Notre «profil» se distingue du «goût» grec en ce qu'il est beaucoup moins désintéressé: l'importance accordée à l'intérêt privé de celui qui juge y est démultipliée. La raison cartésienne s'oppose au «goût» grec puisqu'elle se communique par une argumentation rigide plutôt que par une persuasion accommodante. Dans cette optique, l'Homme pensant de Descartes représente un singulier détournement de l'animal politique d'Aristote et l'animal économique moderne, détournement où l'homme fut, pour un temps, seul avec sa conscience et sa pensée.

La dépense comme source privilégiée d'identité «narrative»

À l'instar de Paul Ricœur, supposons qu'on se comprend soi-même en se racontant des histoires sur soi, en se «narrant». Par exemple, les anciens Grecs pouvaient sans doute se forger une identité en «s'insérant» dans l'*Odyssée* d'Homère, en se glissant dans le rôle d'Ulysse ou de Ménélas. Au contraire de nos ancêtres, nous ne puisons plus nos identités dans quelques récits partagés de tous mais dans un vaste étalage de livres, de chansons, de mythes et d'images.

En fait, l'une de nos sources privilégiées de récits identitaires est le monde de la consommation. Cela se produit avec la publicité, qui nous propose des récits particulièrement flatteurs et utopiques. Considérons les jeunes dans une annonce de Coca-Cola: ils rient, ils sont romantiques ou passionnés, ils se côtoient dans l'harmonie totale. Ils correspondent grossièrement à la conception de l'Homme idéal que se faisait la jeunesse des années 60. Mais cela se produit aussi, de manière plus subtile, par le biais d'une «grammaire des objets» que décrit Jean Baudrillard dans *Pour une critique de l'économie politique du signe*: les biens de consommation deviennent les signes constitutifs de narrations identitaires propres.

Ainsi, lorsqu'on conduit une Harley Davidson (dans notre imagination ou dans les faits), on s'intègre à certains récits identitaires (pour certains, celui de Rebel Without a Cause, pour d'autres, celui de Hochelaga) qui communiquent la virilité ou la rébellion. Les objets de consommation semblent parler de nous, exprimer notre identité selon un code qui nous échappe parfois. De ce fait, on peut dire: «Je dépense, donc je suis rebelle, intellectuel, etc.»

Quelle importance, demandera-t-on? D'une part, les récits de la publicité et du monde de la consommation sont loin d'avoir la profondeur, la vérité et l'intégrité d'une épopée comme l'*Odyssée*. De fait, leurs protagonistes affichent surtout les signes extérieurs et contingents de leur identité sans jamais avoir à en affronter les douloureuses nécessités.

Il est vrai qu'on assiste présentement à une tentative de réhabilitation de la culture populaire (voir Simon, Richard Keller, *Trash Culture: Popular Culture and the Great Tradition*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1999) mais la publicité a souvent tendance à graviter vers les bas-fonds, malgré les vaillantes contributions d'artistes tels que David Lynch et Olivero Toscani. Sans doute son obligatoire brièveté et son objectif de promotion des ventes entravent-ils son amélioration.

Quant aux narrations articulées par la «grammaire des objets», la pauvreté de leur forme entraîne une pauvreté semblable du contenu. D'autre part, celui qui puise son identité dans des fantasmes de Harley Davidson se condamne à rester toujours en-deçà de l'image qu'il a de soi, puisqu'il n'aura probablement jamais les moyens de se procurer la moto en question. Pire encore, même la richesse ne suffira jamais à celui qui puise son identi-



Dans la société de consommation, la valeur apparente réside surtout en ce qu'on n'a pas encore acheté, en ce qui nous est provisoirement interdit, tandis que l'objet possédé est de ce fait dévalué.

té dans les innombrables visions de béatitude impossibles offertes par la publicité.

Tout cela serait moins problématique si d'autres récits forts venaient compléter et étoffer l'identité. Cependant, il existe une puissante aspiration contemporaine à la facilité, qui veut que tout inconvénient, toute souffrance — avoir à attendre 20 minutes pour l'autobus, par exemple — soit scandaleux. Ainsi, les récits de la consommation viennent à éclipser nos autres ressources identitaires par leur exceptionnelle facilité d'accès. Si la consommation demande parfois de grandes sommes d'argent, elle n'engage rarement plus que nos portefeuilles, à l'opposé du travail spirituel requis par la lecture de l'*Odyssée*, notamment.

Même la richesse ne suffira jamais à celui qui puise son identité dans les innombrables visions de béatitude impossibles offertes par la publicité.

On pourrait objecter que ces méfaits ne sont pas uniques à la société de consommation: on reconnaît l'insatisfaction irrémédiable vis-à-vis du monde réel dans le romantisme éperdu du XIX^e siècle, par exemple, et les possessions ont de tout âge partiellement défini leurs possesseurs. Considérons, entre autres, le roi et son sceptre, ou encore l'agriculteur et sa terre. Toutefois, ces exemples montrent bien comment les possessions qui précèdent l'ère du jetable, en s'intégrant à des traditions herméneutiques puissantes, parlent un langage beaucoup plus riche que nos montres et nos autos et imposent infiniment plus de responsabilités. Aujourd'hui, l'insatisfaction a toutefois atteint la population occidentale entière et les possessions communiquent moins les devoirs (comme le font la terre de l'agriculteur ou la soutane du prêtre) que la complaisance ou la lutte sociale brute.

La dépense comme détournement de la mort

Dans la société de consommation, la valeur apparente réside surtout en ce qu'on n'a pas encore acheté, en ce qui nous est provisoirement interdit, tandis que l'objet possédé est de ce fait dévalué. L'achat ainsi compris est condamné à l'échec: aussitôt qu'on s'empare de l'objet voulu, celui-ci perd sa valeur. Dans les faits, la valeur semble subsister pour un moment suivant l'achat, quand l'éclat de la nouveauté l'illumine encore. L'existence vient alors à se définir par une insatisfaction continuellement renouvelée. Par ailleurs, l'espoir persistant d'un avenir utopique où l'on posséderait l'objet voulu

fait partie intégrante d'une vision verticale ou progressive de la vie et du temps: le futur serait meilleur que le passé et le justifierait.

Cette vision s'oppose à une conception horizontale ou cyclique du temps, selon laquelle ce qu'on peut espérer de l'avenir est (en général) semblable au passé. Cette dernière perspective rend particulièrement immédiate et frappante notre mortalité puisque, si l'on connaît déjà (approximativement) le caractère essentiel des jours qu'il nous reste à vivre, on possède en quelque sorte une vue d'ensemble sur notre vie, qui nous révèle pleinement sa finitude: ce qu'on peut complètement survoler est forcément fini. Cela dit, pourquoi la fugacité des plaisirs du consommateur n'attire-t-elle pas son attention vers la mort?

En fait, le consommateur, qui voit la vie comme une suite d'expériences fragmentées, chacune avec une durée quantifiable, peut difficilement concevoir la mort autrement que comme un arrêt soudain et accidentel de celles-ci. Par conséquent, le trépas laisse peu de prise à l'imagination ou à la pensée, mise à part la souffrance physique de l'agonisant. Au contraire, pour nos ancêtres, la mort était (selon leur classe sociale) une transition vers l'au-delà, le moment où l'œuvre de leur vie devenait héritage, ou la conclusion du récit glorieux de leurs exploits. Elle se laissait donc approcher et penser par diverses voies symboliques.

La conscience de la mort, comme le souligne Heidegger dans *Être et Temps*, est essentielle à une définition authentique de soi: si cette conscience est entravée par une vision verticale du temps (qui promet, pour les jours à venir, une réalité complètement inconnue) et que la dépense fait partie intégrante de cette vision, alors force est de constater que la dépense est un obstacle à la définition de soi et à la prise de conscience de notre mortalité. Dans cette optique, on peut effectivement dire: «Je dépense, donc je ne suis pas».

La dépense comme germe du solipsisme

On a souvent reproché au cogito et à l'argumentation qui l'enclasse d'isoler l'homme du monde par la barrière infranchissable du scepticisme et d'escamoter sa nature essentiellement sociale. Incapable de créditer le réel d'une existence propre ou de voir autrui comme son semblable, le sujet cartésien se replie alors sur une existence nébuleuse et désengagée. La consommation déchainée produit un effet analogue par un chemin différent. Les biens non commerciaux, tels la

famille ou le beau temps, sont transformés en objets consommables lorsque le consommateur, trop longtemps dorloté par des marchands avides de son argent, des politiciens avides de son vote et des gourous avides de son admiration, s'attend à ce que l'univers entier travaille à son bon plaisir.

Or cette instrumentalisation de la réalité se fige rapidement dans son esprit et lui dérobe la faculté d'appréhender un monde qui le transcende. Ainsi, ce qui menace la vérité, la beauté, autrui (en tant que fin en soi) et les devoirs moraux et politiques n'est pas seulement le délaissement mais (phénomène plus récent) une incompréhension agressive et totale, une exclusion du domaine métaphysique du possible. Tout comme le «Je» cartésien, nous sommes alors condamnés au solipsisme.

Opposition entre cogito et consommation

Consommer, c'est presque par définition se tourner vers le temporel et le périssable: on s'arroge une part du monde et on la détruit pour nourrir ce qu'Hannah Arendt nomme «le processus biologique de la vie». Le cogito cartésien, au contraire, se veut une voie d'échappée du flux incertain de l'éphémère, le fondement d'un édifice épistémologique impérissable.

En outre, si les consommateurs sont doublement asservis aux désirs et aux satisfactions que la société leur souffle, l'œuvre de Descartes vise à affranchir l'homme des idées reçues et donc à lui donner une mesure de liberté. On doit donc admettre que, dans leurs sens premiers et centraux, le cogito et la dépense s'opposent.

Si les considérations ci-dessus sont peu flatteuses à l'égard de la dépense, ce n'est pas pour la condamner, sans plus. Elle est largement néfaste quand elle tente d'introniser un nouveau cogito mais le cycle incessant de production et de consommation fait partie intégrante de notre existence. Chercher à s'en soustraire complètement — par la révolution violente ou par la totale abnégation — est essentiellement une volonté de mort.

D'ailleurs, c'est une responsabilité collective de repositionnement social et moral qui nous incombe, responsabilité qui ne doit pas seulement être déléguée à l'individu, dont le conditionnement et l'environnement suppriment souvent d'emblée la possibilité de se redéfinir. Aussi, c'est ensemble que nous devons reconquérir un art et une philosophie voués à ce qui ne se consomme pas, à ce qui aménage sur Terre une place pour l'Homme.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR